

L'ALGÉRIE SOUS ABDELAZIZ BOUTEFLIKA

14 JUIN 2016

Luis MARTINEZ

Directeur de recherche au CERI

LES GRANDES LIGNES

En dépit de son mauvais état de santé, Abdelaziz Bouteflika a été réélu président de la République algérienne le 17 avril 2016. Il entame son quatrième mandat.

Depuis que la Direction du renseignement et de la sécurité (DRS) l'a imposé au sommet du pouvoir, il s'est employé à reconstruire une autorité mise à mal pendant les années 1990.

Bouteflika s'est efforcé de réconcilier la présidence avec les Algériens de tous milieux, subventionnant PME, agriculteurs, jeunes, anciens combattants. Autant de relais politiques.

Soucieux de s'émanciper du DRS, le chef de l'État a renforcé son lien avec l'armée, désormais équipée d'armements modernes grâce à une forte augmentation du budget militaire.

Satisfaite, l'armée s'est ouvertement prononcée en faveur du quatrième mandat du président. Le général « Toufik », patron du DRS, qui s'y était opposé, a été mis à la retraite d'office.

La longévité politique de Bouteflika s'explique par sa capacité à renouer les liens, y compris avec l'Algérie oubliée. Désormais, tous les messages des groupes d'intérêts passent par la présidence.

Bien que les candidats à la succession ne manquent pas, aucun ne semble suffisamment légitime. L'après-Bouteflika est lourd d'incertitudes. On s'interroge sur le rôle que pourrait jouer l'armée.

La chute des cours des hydrocarbures est aussi un sujet majeur de préoccupation. L'Algérie aurait les moyens de poursuivre sa politique redistributive pendant deux ans. Que se passera-t-il après ?

La montée du djihadisme dans le monde arabe inquiète. Le pouvoir essaie de contrer la contagion en encourageant des formes pacifiques de l'islamisme (salafisme piétiste et confréries).

Pour anticiper les difficultés à venir, l'âge de la retraite vient d'être porté brutalement à 60 ans. Le débat reste vif pour ou contre le maintien du contrôle majoritaire des sociétés par des Algériens.

L'Algérie sous Abdelaziz Bouteflika peut être vue sous le prisme de trois aspects principaux : une reconfiguration de l'autorité après les conflits des années 1990 entre le pouvoir et les islamistes radicaux ainsi qu'au sein même des forces de sécurité ; les incertitudes dans la perspective de l'après Bouteflika ; les réformes mises en œuvre ou envisagées (âge de la retraite, abandon ou maintien du contrôle national des entreprises).

RECONSTRUCTION DE L'AUTORITÉ

En 1999, Abdelaziz Bouteflika a été imposé à la tête de l'État par le Département du renseignement et de la sécurité (DRS) afin de re-légitimer un pouvoir algérien dont une décennie de guerre civile avait ruiné le crédit tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Mais le nouveau président a mis des conditions. Pendant cinq ans, il a mené une politique de réconciliation nationale, qui a porté ses fruits. En 2004, l'Algérie était redevenue un pays fréquentable. Ses partenaires étrangers renouaient avec elle.

Des soutiens dans les milieux économiques

En outre, Bouteflika a favorisé l'émergence de soutiens dans les milieux économiques hors hydrocarbures. Dans ce domaine, il s'est inspiré de la pratique des États du Golfe et du Maroc. Ainsi, il a mis en avant le Forum des chefs d'entreprise en Algérie. Sur les quelque 930 000 unités économiques que compte le pays, on estime que 700 000 ont été créées sous sa présidence. Bon nombre d'entre elles sont des entreprises familiales. Une partie de la rente pétrolière sert à les subventionner. Il s'agit moins de développer l'économie que d'établir des relais politiques dans le secteur économique. Les entreprises de plus de 250 salariés restent peu nombreuses. Autre structure, l'Association nationale des exportateurs de produits hors hydrocarbures ne pèse que 3% des exportations, dont la moitié vient de la Sonatrach, la très puissante société nationale des hydrocarbures !

Parallèlement, une réorientation de l'agriculture a été tentée alors que 50 millions d'hectares de superficie agricole étaient inexploités. Le monde syndical agricole reste peu structuré. Mais les diverses composantes du monde rural, dont les anciens combattants, constituent autant de leviers de l'action politique. Pendant la guerre civile, les villages ont beaucoup souffert. En renouant avec le monde agricole, on renoue avec une partie de l'Algérie, largement oubliée, marginalisée dans un pays de plus en plus urbanisé. La longévité de « Boutef » s'explique par cette volonté de reconstruire des liens.

L'armée choyée

Le président a aussi renforcé son lien avec l'armée, lui qui avait été « importé » par le DRS. Le budget militaire, considérablement augmenté, a atteint 13 milliards de dollars en 2014 (+ 10% par rapport à 2013). Les importations de produits d'armement en consomment une part croissante. Dans les années 1990, les opérations de contre-guérilla se menaient avec des moyens relativement faibles. Dans les années 2000, les militaires ont bénéficié de l'importation de

matériels modernes (avions de combat et hélicoptères russes, corvettes furtives chinoises, blindés allemands, etc.). Sur le marché de l'armement, la France subit un veto de la part de l'Algérie. Elle paie le fait de n'avoir pas assumé son soutien au régime pendant les années 1990. Elle a néanmoins eu raison à l'époque. Si l'on avait associé la France à la répression féroce d'alors, elle le paierait aussi aujourd'hui.

Dès 2005-2006, l'idée s'est imposée qu'il fallait s'associer à la politique de Bouteflika. Ce dernier cherchait à s'autonomiser par rapport au DRS. Le rôle et l'influence de l'armée se sont accrus pour protéger le président contre les services de renseignement. Le chef de l'État a très clairement favorisé l'armée, laquelle, forte d'un budget accru, a augmenté ses marges de manœuvre. Disposant d'un matériel moderne et compte tenu du nouveau contexte géostratégique régional, elle se redéploie en direction de la frontière libyenne et du sud saharien. Elle s'y implante, construisant des postes de contrôle, ce qui était impensable avant. La lutte contre la menace djihadiste dans ces secteurs était jusque-là du seul ressort du DRS. Pour cette dernière, c'est le coup de grâce.

Le chef du renseignement écarté

Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que le DRS ait clairement pris position contre l'intention de Bouteflika d'être candidat pour un quatrième mandat. Pour sa part, le chef d'état-major de l'armée s'est prononcé pour ce nouveau mandat. En septembre 2015, le général Mohamed Médiène, dit « Toufik », le très puissant et redouté chef du DRS, a été mis à la retraite. Certaines prérogatives de ses services ont été transférées à l'armée.

Ces mesures reçoivent un écho très favorable dans les formations politiques associées au pouvoir présidentiel. Amar Saadani, secrétaire général du FLN (Front de libération nationale, ex-parti unique), n'a pas hésité à mettre en accusation publique le général Toufik et le DRS. Cela ne s'était jamais vu. Les pratiques des services de renseignement ont été étalées au grand jour. Néanmoins, certains pensent que, dans le contexte international actuel, il est dangereux de poursuivre les campagnes contre le DRS.

Dans le cadre du redéploiement de l'appareil de sécurité, il faut aussi noter le renforcement de la police algérienne. En quelques années, elle est passée d'une situation « clochardisée » à celle d'un corps professionnel de 200 000 fonctionnaires bien équipés.

Large redistribution financière

Fonction publique et syndicats constituent, pour le président, un autre levier d'influence politique grâce à une manne financière colossale de 500 milliards de dollars. Si bien que l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens, seule confédération reconnue) est devenue un soutien actif du chef de l'État. Cela n'était plus arrivé depuis 1985. Les fonctionnaires, les enseignants ont bénéficié d'importantes augmentations de salaire, parfois rétroactives. Plus de deux millions de logements ont été construits sous Bouteflika. Conduits par les Chinois, les chantiers ont avancé à un rythme phénoménal. Il n'y a plus de pénurie de logement en Algérie. Les ménages bénéficient d'aides à l'accession à la propriété et de prêts sans intérêt pris en charge directement par les promoteurs. Cela évite de passer par une banque, l'islam n'autorisant pas le prêt à intérêt. La

subvention à l'Association des moudjahidines (anciens combattants) a été presque quintuplée.

Le traitement du chômage se fait par l'intermédiaire de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes. Le gouvernement apporte à tout jeune désireux de créer son entreprise une aide de 6 000 euros. C'est une somme importante, correspondant à peu près à deux ans de salaire. Les bénéficiaires peuvent ainsi, par exemple, ouvrir une petite boutique. Mais certains préfèrent donner une partie de cet argent à des passeurs pour émigrer en Europe. On peut entendre en Algérie des chansons sur le thème « Merci Boutef ! »

Un bon grand-père

Aux yeux des Algériens, Abdelaziz Bouteflika fait figure de bon grand-père généreux. Pourquoi le détesterait-on ? Dans ces conditions, il est très difficile pour l'opposition de construire un discours audible.

Deux acteurs sont particulièrement choyés : l'armée et l'UGTA. Le président n'oublie pas que c'est le syndicat UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens) qui a fait tomber Ben Ali en Tunisie. Il a donc renoncé à toute forme de privatisation de la Sonatrach, l'UGTA y étant radicalement opposée.

Au-delà de la façade (le mauvais état de santé de Bouteflika), on est dans une logique à la Boumedienne. La présidence doit tout contrôler, y compris le DRS. Il y a donc obligation de négocier avec tous les acteurs. Tous les messages des groupes d'intérêt convergent vers la présidence. Ce pouvoir est complexe, mais pas vide de sens. On est sorti de l'opacité.

INCERTITUDES POUR L'AVENIR

Quel successeur ?

Comment imaginer l'après Bouteflika ? Ce dernier est toujours là parce qu'il n'y a pas vraiment de successeur. L'armée pourrait-elle entrer en jeu ? Jamais elle n'a vécu un tel âge d'or. Il y a quinze ans, on en avait peur. Aujourd'hui, on compte sur elle.

Le secrétaire général du FLN, Amar Saadani, et le président du RND (Rassemblement national démocratique), Ahmed Ouyahia, rêvent de prendre la succession. Mais ils manquent de légitimité. Ce sont de purs politiques. Bouteflika, lui, réunit trois facteurs de légitimité : il fut le n° 2 sous Boumedienne ; il a participé au combat pour l'indépendance ; le secteur économique des hydrocarbures lui est acquis. Si l'on ne parvient pas, d'ici à 2018, à trouver un Bouteflika bis, on entrera dans une période de grande inquiétude. Le président actuel est le principal responsable du manque de légitimité de ses successeurs potentiels.

La problématique pétrolière

La chute des cours du pétrole a réduit de plus de 50% les recettes de l'État algérien. Or, la politique redistributive de Bouteflika a multiplié les allocations de ressources sans autre

contrepartie qu'une exigence de loyauté. Les manifestations, nombreuses et fréquentes, qui se produisent en Algérie sont sectorielles. Elles portent sur l'augmentation des salaires ou l'amélioration des conditions de travail. Elles ne demandent jamais le départ du président. Si la loyauté coûte cher, il est nécessaire de l'entretenir. Avec un revenu financier annuel des exportations d'hydrocarbures passé de 200 milliards de dollars à 130 milliards de dollars, on estime que l'Algérie peut tenir deux ans au niveau actuel de dépenses publiques de redistribution. Le fait que l'argent puisse manquer à l'approche des élections de 2019 est un sujet de forte inquiétude.

L'environnement régional

L'implosion des États dans le monde arabe est devenue un sujet majeur de préoccupation pour l'Algérie. Depuis l'apparition de l'Armée islamique de salut, dans les années 1990, elle a connu l'explosion du djihadisme, qui menace aujourd'hui bon nombre de pays. Les islamistes radicaux entendent y détruire le secteur pétrolier, le tourisme. Ils veulent la suppression de l'État-nation et l'abolition des frontières au nom de l'unification du monde sous la bannière de l'islam. L'étanchéité actuelle de la société algérienne à cette idéologie ne durera pas éternellement.

RÉFORMES EN COURS

La retraite à 60 ans

Depuis l'indépendance, les Algériens pouvaient partir à la retraite quand ils le voulaient, après vingt-cinq ans de travail dans le public ou trente-deux ans dans le privé. Profitant du ramadan, le gouvernement vient d'abroger l'ordonnance 97/13, qui permettait cela. Du jour au lendemain, l'âge de la retraite a été porté à soixante ans pour tenir compte des difficultés à venir du régime des retraites. L'UGTA n'a rien trouvé à redire à une décision aussi brutale. Cette centrale étant jugés par certains trop inféodée au pouvoir, on assiste à des tentatives de création de syndicats indépendants de l'UGTA.

La règle du 51/49 en débat

Une très ancienne disposition interdit la détention de plus de 49% des parts d'une société algérienne par des étrangers, la majorité d'au moins 51% devant rester entre les mains de nationaux. L'abandon de cette règle, qui freine les investissements étrangers, notamment français, fait débat depuis des années. Abdelaziz Bouteflika l'a envisagé. Mais la Sonatrach, qui compte pour 98% des exportations du pays, y est fermement opposée. Le président, dont la compagnie nationale d'hydrocarbures et l'un des plus fermes soutiens, peut difficilement passer outre. La question est néanmoins posée, l'Algérie ne pouvant vivre durablement à contre courant des grandes tendances économiques du monde. Nul ne sait comment ce débat sera tranché.

POUR EN SAVOIR PLUS

La Kabylie abandonnée

Pour le gouvernement algérien, la Kabylie, région traditionnellement rétive au pouvoir d'Alger, n'est plus un problème urgent. La question a été tranchée de la manière suivante : que les Kabyles se débrouillent entre eux ; puisqu'ils ne veulent pas des gendarmes, par exemple, on retire les gendarmes. Cela explique qu'il y ait encore quelques maquis djihadistes dans les montagnes. Depuis 2001, chacun fait ce qu'il veut en Kabylie. À Tizi-Ouzou, on voit pousser quantité de très hauts immeubles construits sans aucun respect des normes. La région est abandonnée à elle-même. Les investissements se détournent vers l'Oranais et les hauts plateaux. En outre, les partis kabyles d'opposition, le FFS (Front des forces socialistes) et le RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie), sont très affaiblis.

Contrôler l'islamisme

L'Algérie a l'expérience du djihadisme depuis vingt-cinq ans. La violence des années 1990 a traumatisé la population. Pour autant, l'islamisme est très présent dans le pays. Le pouvoir tend à l'institutionnaliser. Il veut contrôler l'idéologie en favorisant l'enseignement de l'islam. Des mœurs islamisées, estime-t-il, sont le meilleur moyen de faire barrage aux djihadistes. Le Maroc en fait autant, comme naguère l'Égypte de Moubarak. En 2007-2008, l'Algérie a procédé à des importations massives de corans, dont la présentation est fort éloignée des traditions algériennes. Le salafisme quiétiste ou piétiste, encouragé sous Bouteflika, c'est le rêve de tout régime autoritaire. Animés par le désir de tout faire pour accéder au paradis, les quiétistes restent à l'écart de tout ce qui leur paraît impur. Ils ne s'intéressent pas à la politique, ne militent pas, ne votent pas. Ils veulent seulement une mosquée pour accomplir leurs rituels. Le risque existe néanmoins de voir les quiétistes s'ouvrir au salafisme djihadiste afin de combattre le mal dans la société. Pour parer à ce danger, le gouvernement s'efforce aussi de restaurer l'islam algérien traditionnel, dont la nature confrérique est pourtant incompatible avec le salafisme.